

**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE
DES HAUTS-DE-SEINE
92026 NANTERRE CEDEX**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Objet du marché	Fourniture de petits matériels informatiques et de consommables informatiques
Référence	2025.01
Procédure	Appel d'Offres Ouvert passé en application des article L.2124-2 et L.2125-1.1 du code de la commande publique

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES
ARTICLE 2 – FORME ET DUREE DU MARCHE
ARTICLE 3 – PARTIES CONTRACTANTES
ARTICLE 4 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE
ARTICLE 5 – EXPRESSION DU BESOIN
ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION
ARTICLE 7 – VERIFICATION-GARANTIE
ARTICLE 8 – PRIX
ARTICLE 9 – MODALITES DE REGLEMENT
ARTICLE 10 – PENALITES
ARTICLE 11 – RESILIATION
ARTICLE 12 – ASSURANCE
ARTICLE 13 – CLAUSE DE CONFIDENTIALITE
ARTICLE 14 – LITIGES
ARTICLE 15 – DEROGATIONS AU C.C.A.G. / F.C.S.

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

2.1 – Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture de petits matériels informatiques et de consommables informatiques.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées au présent Cahier des Clauses Particulières (CCP).

2.2 - Allotissement

La nature et l'étendue des prestations ne justifiant pas l'allotissement, le marché constitue un lot unique et indivisible.

2.3 - Procédure

Le présent marché est lancé sous la forme d'un Appel Offre Ouvert, passé en application des articles L.2124-2, L.2125-2 et R.2124-2 du code de la commande publique.

ARTICLE 2 – FORME ET DUREE DU MARCHÉ

2.1 - Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire exécuté par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins de la CPAM 92 en application des articles L.2125-1-1°, R.2162-1 à R.2162-6, R. 2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Il est conclu sans minimum et avec un maximum de 300 000 € HT.

2.2 - Date d'effet et durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée d'un an à compter de sa date de sa notification et est reconductible tacitement trois fois maximum, soit une durée maximale de quatre ans.

ARTICLE 3 – PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- ✓ D'une part : la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Hauts-de-Seine, désignée dans le présent CCP par l'expression "l'Organisme", représentée par son Directeur Général
- ✓ D'autre part : l'entreprise titulaire du marché, désignée par l'expression "le Titulaire".

Le représentant du pouvoir adjudicateur est Monsieur le Directeur Général de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Hauts-de-Seine et par délégation

Le comptable assignataire est Madame la Directrice Financière et Comptable de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Hauts-de-Seine.

ARTICLE 4 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, elles prévalent les unes par rapport aux autres en fonction de leur ordre et ce, en cas de contradiction entre elles :

4.1– Pièces particulières

- ✓ L'acte d'Engagement complété et signé par le titulaire et accepté par l'organisme,
- ✓ Le Bordereau de Prix Unitaires annexé à l'Acte d'Engagement,
- ✓ Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.),
- ✓ Les cadres de réponse technique et de développement durable,
- ✓ L'engagement de confidentialité.

4.2 – Pièces Générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article 8.2.1 du présent CCP :

- ✓ L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité Sociale,
- ✓ Le code de la commande publique applicable au jour du lancement de la consultation.
- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Générales, C.C.A.G./F.C.S., applicable aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (Arrêté du 30/03/2021 portant approbation du CCAG des Marchés Publics de FCS).
- ✓ Le livret de sécurité.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché et d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles. Le titulaire s'engage en outre à une exécution des prestations dans le complet respect des règles de l'art.

4.3 – Pièces à produire en cours de marché

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché, et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par la CPAM 92, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

À défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 5 – EXPRESSION DU BESOIN

La liste des matériels et consommables informatiques susceptibles d'être commandés par la CPAM figure au Bordereau de Prix Unitaires (BPU) annexé à l'Acte d'Engagement.

Les matériels et consommables informatiques ne figurant pas au BPU seront commandés à partir du catalogue fourni par le titulaire.

ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION

6.1 – Plan de prévention

Conformément à la réglementation en vigueur (décret du 20/02/92 n° 92158), il sera mis en place un plan de prévention entre la CPAM des Hauts-de-Seine et le titulaire avant la date de démarrage de la prestation.

De manière générale, le titulaire appliquera l'ensemble des mesures de prévention jugées nécessaires pour la santé et la sécurité des travailleurs et utilisateurs des locaux gérés par la CPAM 92.

Le plan de prévention est tenu à jour par le titulaire qui est tenu d'en signaler les modifications à l'organisme.

6.2 – Dégradations du fait du personnel

Le titulaire est responsable de l'ensemble des dégradations causées par son personnel, ses produits et matériels sur l'ensemble des biens du bâtiment.

Le titulaire aura à charge toutes les réparations.

6.3 – Commandes

Les commandes seront effectuées sur la base du Bordereau de Prix Unitaires joint à l'Acte d'Engagement.

Pour les articles ne figurant pas au BPU, ceux-ci seront commandés sur devis qui devra préalablement être accepté par la CPAM.

Le devis devra préciser :

- le tarif clientèle HT du catalogue,
- le taux de remise tel qu'indiqué sur l'Acte d'Engagement,
- le prix unitaire remisé.

Les commandes seront établies par le service Achats au moyen de bons de commande qui seront adressés au titulaire par mail.

Chaque bon de commande mentionnera :

- le numéro du marché
- le numéro de bon de commande,
- la désignation et/ou le référencement du ou des articles
- les quantités commandées,
- les prix HT et TTC
- le taux de TVA applicable

- le service destinataire de la livraison
- la date de la commande.
- le lieu de livraison,
- la date de livraison,
- l'adresse de facturation.

6.4 – Lieux de livraison

Les matériels seront livrés sur les sites suivants :

- Siège de la CPAM Immeuble MB15 situé 26 boulevard de Pesaro à Nanterre
- Immeuble SONATE situé 1/9 rue d'Arcueil à Montrouge
- Puteaux situé 33/35 rue Cartault
- Asnières situé 22 rue des Mourinoux
- Bagneux situé 3 rue des Meuniers
- Boulogne Billancourt situé 29 rue des Longs Prés
- Clichy situé 19 rue de Villeneuve
- Colombes situé 87-89 rue de St Denis
- Courbevoie situé 2 bd Aristide Briand
- Gennevilliers situé 27 avenue de la Libération
- Meudon la Forêt situé 5 rue Millandy
- Nanterre situé 130 rue du 8 mai 1945
- Villeneuve La Garenne 47 bd Gallieni

6.5 – Délais de livraison

Le titulaire s'engage à livrer les articles commandés dans les délais indiqués à l'Acte d'Engagement.

En cas de non-respect de ces délais, le titulaire pourra se voir appliquer les pénalités prévues à l'article 10 du C.C.P.

6.6 – Conditions de livraison

Les livraisons seront effectuées aux heures indiquées sur les bons de commande, de 8h30 à 11 h 30 et de 14 h à 17 h.

Les fournitures seront accompagnées d'un bon de livraison indiquant :

- la référence du marché
- la référence du bon de commande
- le nom et l'adresse du titulaire
- les dates d'expédition et de livraison
- la nature et la désignation des fournitures
- le nombre de colis
- les références des articles livrés
- la quantité commandée
- la quantité livrée
- le reliquat des marchandises à livrer le cas échéant

Les marchandises volées ou perdues resteront à la charge du fournisseur et ne seront pas réglées par la CPAM 92.

Les commandes seront remises à la CPAM 92 sous un conditionnement permettant d'assurer leur transport dans de bonnes conditions.

Les opérations de déchargement des fournitures livrées seront à la charge du fournisseur, et de ce fait de son transporteur.

ARTICLE 7 - VERIFICATION – GARANTIE

7.1 – Vérification

Il sera procédé à la vérification de la conformité entre la quantité livrée, la quantité portée sur le bon de commande et la quantité portée sur le bon de livraison.

Les vérifications quantitatives seront effectuées à l'occasion de chaque livraison.

Lorsque la livraison est incomplète, le reliquat devra être indiqué sur le bon de livraison avec la date prévue pour le réapprovisionnement et livré dans le délai maximal de livraison pour les produits non disponibles en stock, indiqué à l'Acte d'Engagement.

À défaut, le titulaire pourra se voir appliquer les pénalités prévues à l'article 10 du présent CCP. Les excédents de livraison devront être repris par le titulaire et ne seront pas facturés.

Les fournitures défectueuses seront échangées, aux frais du titulaire, dans le délai prescrit par la CPAM 92.

En cas de non-respect de ce délai, le titulaire pourra se voir appliquer les pénalités prévues à l'article 10 du présent C.C.P.

7.2 – Garantie

Les fournitures font l'objet d'une garantie minimale d'un an à compter de la date de la livraison conforme.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remplacer à ses frais les fournitures qui seraient reconnues défectueuses, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à la CPAM 92.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la fourniture ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

ARTICLE 8 - PRIX

8.1 – Forme et contenu des prix

Le présent marché est traité à prix unitaires révisables.

Les prix indiqués à l'Acte d'Engagement s'entendent hors taxes.

Les prix sont réputés comprendre tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché, et au respect des obligations prises par le titulaire au titre du présent marché.

Les prix comprennent notamment :

- les frais de port et d'emballage,
- les manutentions éventuelles,
- la garantie des fournitures livrées, et notamment, le remplacement de tout matériel livré et déclaré défectueux par un matériel neuf,

8.2 – Variation des prix

8.2.1 - Mois d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé pour la date limite de remise des offres, soit Février 2025 ("mois zéro").

8.2.2 - Modalités de variation des prix

Le marché est traité à prix unitaires révisables.

Les prix indiqués à l'Acte d'Engagement sont applicables jusqu'au 31 Janvier 2026.

À compter du 1^{er} Février 2026, ils pourront être révisés annuellement en application de la formule suivante :

$$P = P_o \times (0,15 + 0,85 \times \frac{I}{I_o})$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

P_o = prix initial

Valeur de l'indice :

I : valeur de l'indice mensuel du prix de production des « produits informatiques, électroniques et optiques, équipements électriques » Le Moniteur identifiant : 010764218, dernier indice connu à la date de révision.

I_o : valeur de l'indice mensuel du prix de production des « produits informatiques, électroniques et optiques, équipements électriques » Le Moniteur identifiant : 010764218, du mois zéro soit Février 2025.

En l'absence de nouveaux tarifs, les derniers tarifs en vigueur continueront à s'appliquer.

Il est précisé qu'aucun paiement de facture portant de nouveaux prix ne pourra être effectué sans qu'un accord ne soit préalablement intervenu.

9.1 – Présentation des factures

Le règlement sera effectué sur présentation d'une facture transmise à l'organisme par le titulaire après chaque livraison.

La facture devra comporter les éléments suivants :

- le nom et l'adresse du créancier,
- la date d'établissement de la facture
- la référence du marché,
- la nature des fournitures,
- les quantités fournies,
- les prix H.T. et T.T.C.,
- le montant des taxes,
- les références bancaires ou postales

Les factures devront être déposées en langue française, sur la plateforme CHORUSPRO
SIRET : 323 636 837 00045
Destinataire : DLI-G3-ACHATS

9.2 – Délai de paiement

En application de l'article R.2192-10 du code de la commande publique, le paiement des factures interviendra dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

L'indemnité forfaitaire de recouvrement est fixée à 40 euros.

9.3 – Interruption du délai

En application de l'article R.2192-27 du code de la commande publique, le délai de paiement pourra être interrompu une fois, lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le présent CCP à l'article 9.1 ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

En application de l'article R.2192-28 du code de la commande publique, l'interruption du délai de paiement fera l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception, précisant notamment les raisons imputables au créancier et les pièces à fournir.

À compter de la réception de la totalité des éléments demandés par mail, un nouveau délai de paiement de 30 jours est ouvert.

9.4 – Mode de règlement

Les règlements seront effectués par virement sur le compte financier indiqué par le titulaire.

ARTICLE 10 - PENALITES

En cas de non-respect du délai de livraison, le titulaire encourt la pénalité suivante et ce, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G/F.C.S.

Non-respect des délais de livraison indiqués à l'Acte d'Engagement : **50 euros par jour de retard.**

Il ne sera pas fait application de l'article 14.1.3 du C.C.A.G/F.C.S.

ARTICLE 11 - RESILIATION

11.1 - Résiliation pour faute du titulaire

En application de l'article 41 du CCAG/FCS, l'organisme peut prononcer la résiliation pour faute du titulaire, après mise en demeure. À ce titre, le titulaire ne percevra aucune indemnité.

La résiliation prendra effet à compter de la date énoncée dans le courrier recommandé avec accusé de réception.

11.2 - Résiliation pour motif d'intérêt général

Le marché pourra être résilié à tout moment par l'organisme, pour motif d'intérêt général, moyennant un préavis de 2 mois, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG/FS cette résiliation ne donnera pas lieu à versement d'une indemnité

11.3 - Résiliation à la date anniversaire du marché

Le présent marché pourra être dénoncé à chaque date anniversaire par l'organisme ou le titulaire, moyennant un préavis de deux mois, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 12 - ASSURANCE

Le titulaire est tenu de pouvoir justifier, à tout instant, qu'il est titulaire d'une police d'assurance personnelle "Responsabilité Civile" garantissant les dommages corporels, matériels et immatériels causés tant aux personnes avec lesquelles il est lié par un contrat, qu'aux tiers, et provenant d'un sinistre engageant sa responsabilité civile, notamment en vertu des articles 1382 et suivants du Code Civil.

ARTICLE 13 - CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

13.1 – Clause de confidentialité

1. Chaque partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre partie, dans le cadre de l'exécution du

présent contrat. Les parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les parties tout au long de l'exécution du contrat.

Chaque partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du contrat,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre partie,
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du contrat,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre partie et sans restriction,
- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre partie,

4. Chacune des parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent contrat et pour quelque cause que ce soit.

13.2 – Livret de sécurité SSI

Le prestataire s'engage à respecter les consignes du livret de sécurité annexé au présent document.

ARTICLE 14 - LITIGES

Le tribunal compétent est le Tribunal Judiciaire de Nanterre dans le ressort duquel se trouve la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Hauts de Seine.

ARTICLE 15 - DEROGATIONS AU C.C.A.G./F.C.S.

ARTICLE DU C.C.P.	ARTICLE DU C.C.A.G/F.C.S	OBJET DE LA DEROGATION
Article 11.1	Article 41	Résiliation pour faute du titulaire
Article 11.2	Article 42	Résiliation pour motif d'intérêt général
Article 10	Article 14.1.3	Pénalités